

## **NOTE D'ALERTE SANITAIRE : INFLUENZA AVIAIRE**

COMMUNIQUE DE PRESSE, Quimper, le 3 avril 2022

### **INFLUENZA AVIAIRE : UN FOYER CONFIRMÉ DANS LE FINISTÈRE LE 2 AVRIL 2022**

Un foyer d'Influenza Aviaire, dont le caractère hautement pathogène vient d'être confirmé ce samedi 2 avril 2022, a été détecté dans un élevage de canards gavés sur la commune de Plounévezel dans le Finistère. Au regard du caractère toujours évolutif de la situation nationale, des enjeux pour la filière volailles dans le département, et de la zone d'élevage concernée, l'abattage préventif de l'élevage concerné a été réalisé dès le 1er avril.

Une zone de contrôle temporaire, se traduisant par la mise en œuvre de mesures de biosécurité renforcées, a également été établie dès cette date dans un rayon de 3 km autour de l'élevage.

En complément de ces premières mesures, et en application des protocoles en vigueur, compte tenu de la confirmation du caractère hautement pathogène du virus et pour garantir son absence de diffusion à d'autres élevages, **des zones réglementées de protection (ZP) et de surveillance (ZS) ont été mises en place ce jour dans un rayon de 3 et 10 km** ([lien vers la carte de zonage](#)). Ces mesures ont été mises en œuvre en étroite concertation avec les services de la Préfecture des Côtes d'Armor et la DDPP de ce département, l'élevage concerné par le foyer étant situé dans une commune limitrophe des Côtes d'Armor.

La ZP est située sur le territoire de la commune de Plounévezel à l'est de la D54.

La ZS est établie sur les territoires suivants :

- ▶ Commune de Plounévezel à l'ouest de la D54
- ▶ Commune de Carhaix Plouguer
- ▶ Commune de Poullaouen : à l'est de la rivière Aulne
- ▶ Commune de Kergloff : à l'est de la rivière Aulne jusqu'à son croisement avec la D48, jusqu'au niveau de Restaulern, puis à l'est jusqu'à la limite communale
- ▶ Commune de Motreff : au nord du ruisseau de Sterlenn

Dans ces périmètres, tous les lieux de détention de volailles et d'oiseaux captifs sont soumis à des prescriptions spécifiques. En particulier, les mouvements de volailles et autres oiseaux captifs sont interdits, sauf dérogations accordées par la direction départementale de la Protection des Populations (DDPP). Les demandes de laisser passer sanitaires doivent être effectuées auprès de la DDPP à l'adresse suivante : [ddpp-crise-lps@finistere.gouv.fr](mailto:ddpp-crise-lps@finistere.gouv.fr)

D'une manière générale, et afin de limiter la diffusion du virus, qui peut avoir d'importantes conséquences économiques, il est rappelé à l'ensemble des professionnels de la filière volaille et aux particuliers détenteurs de volailles de respecter strictement les mesures de biosécurité (notamment la mise à l'abri), sur l'ensemble du département et de rester extrêmement vigilants et d'informer leur vétérinaire sanitaire ou la DDPP en cas de mortalité anormale constatée.

La surveillance de la mortalité de l'avifaune sauvage est également renforcée et la découverte d'oiseaux sauvages morts doit faire l'objet d'une déclaration auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB)- Service départemental du Finistère au 02 98 82 69 24.

Pour rappel, la consommation de viande, foie gras et œufs, et plus généralement de tout produit alimentaire à base de volailles, ne présente pas de risque pour l'Homme.

Toutes les mesures de biosécurité à respecter par les professionnels comme pour les particuliers sont consultables avec le lien suivant :

<https://agriculture.gouv.fr/influenza-aviaire-les-mesures-de-biosecurite-pour-les-operateurs-professionnels-et-les-particuliers>

## **EXTRAIT : ARRÊTÉ N° 29-2022-006-IA DU 03 AVRIL 2022 DÉTERMINANT UN PÉRIMÈTRE RÉGLEMENTÉ SUITE A UNE DÉCLARATION D'INFECTION D'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE**

### **Article 2 : Mesures dans le périmètre réglementé**

**Les territoires placés en zone de protection et de surveillance sont soumis aux dispositions suivantes :**

- ▶ 1. Les responsables d'exploitation commerciale détenant des oiseaux se déclarent auprès de la Direction départementale de la protection des populations en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Un suivi régulier et contrôle des registres est effectué par le directeur départemental de la protection des populations (DDPP).
- ▶ 2. Tous les détenteurs de volailles en zone de protection font l'objet de visites par un vétérinaire sanitaire à la demande de la direction départementale de la protection des populations pour contrôler l'état sanitaire des animaux par l'examen clinique, la vérification des informations du registre d'élevage et le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour l'analyse de laboratoire.
- ▶ 3. Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou toute augmentation de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production sont immédiatement signalées au DDPP et au vétérinaire par les détenteurs de volailles quelle que soit la nature de leur activité.
- ▶ 4. Tous les détenteurs d'oiseaux mettent en œuvre les mesures de biosécurité adaptées pour prévenir le risque de diffusion de la maladie, en particulier via le contact avec les oiseaux sauvages, en protégeant l'accès à l'alimentation, à l'abreuvement, aux silos et stockage d'aliments et, le maintien des oiseaux en bâtiment sans préjudice d'autres dispositions réglementaires en vigueur.

Les cadavres qui ne pourraient être éliminés dans les meilleurs délais sont stockés dans des containers étanches.

- ▶ 8. Les lâchers de gibiers à plumes sont interdits.





**ARRÊTÉ N° 29-2022-006-IA DU 03 AVRIL 2022  
DÉTERMINANT UN PÉRIMÈTRE RÉGLEMENTÉ SUITE A UNE DÉCLARATION  
D'INFECTION D'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'honneur

**VU** le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

**VU** le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

**VU** le Règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

**VU** le Règlement (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;

**VU** le Règlement délégué ((UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L201-1 à L201-13 et L221-1 à L221-9, L223-1 à L223-8, R223-3 à R223-12, D223-22-2 à D223-22-17 ;

**VU** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales et interministérielles ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Philippe MAHÉ en qualité du Finistère ;

**VU** l'arrêté du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des denrées et produits détruits sur ordre de l'administration ;

**VU** l'arrêté du 10 septembre 2001 modifié fixant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires : maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

**VU** l'arrêté du 18 janvier 2008 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

**VU** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus d'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

**VU** l'arrêté du 4 novembre 2021 qualifiant le niveau de risque en matière d'influenza aviaire hautement pathogène ;

**VU** l'instruction technique DGAL/SDAPL/2021-148 du 25/02/2021 : Influenza aviaire – Mesures applicables à la suite de la confirmation d'un foyer IAHP dans un établissement ;

**VU** l'instruction technique DGAL/SDSSA/2022-116 du 07/02/2022 : Gestion des denrées d'origine animale à la suite de la confirmation d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène ;

**VU** l'instruction technique DGAL/SDBEA/2022-192 du 09/03/2022 : Influenza aviaire – Dérogation à l'interdiction de sortie des œufs à couver et poussins d'un jour vers la zone indemne dans le cadre de l'épizootie 2021-2022 – Protocole de biosécurité renforcé des couvoirs ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°29-2022-005-IA du 1<sup>er</sup>/04/2022 portant déclaration d'influenza aviaire ;

Considérant le rapport d'analyses de l'ANSES n°2204-00435-01 en date du 2 avril 2022 mettant en évidence la présence du virus H5 hautement pathogène ;

**CONSIDERANT** le caractère extrêmement contagieux et grave de l'influenza aviaire ;

**CONSIDERANT** la nécessité de surveiller les élevages afin d'identifier une éventuelle diffusion du virus ;

**CONSIDERANT** l'urgence sanitaire ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : Définition**

Un périmètre réglementé est défini comme suit :

- l'exploitation mentionnée à l'arrêté préfectoral N° 29-2022-005-IA DU 1<sup>ER</sup>/04/2022
- une zone de protection comprenant le territoire des communes listées en annexe 1 et les exploitations commerciales détenant des oiseaux comprises dans un rayon de 3km autour de l'exploitation infectée.
- une zone de surveillance comprenant le territoire des communes listées en annexe 2 et les exploitations commerciales détenant des volailles comprises dans un rayon de 10km autour de l'exploitation infectée.

### **ARTICLE 2 : Mesures dans le périmètre réglementé**

Les territoires placés en zone de protection et de surveillance sont soumis aux dispositions suivantes :

1. Les responsables d'exploitation commerciale détenant des oiseaux se déclarent auprès de la Direction départementale de la protection des populations en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Un suivi régulier et contrôle des registres est effectué par le directeur départemental de la protection des populations (DDPP).

En outre dans les territoires placés en zone de protection, les maires procèdent à un recensement des exploitations non commerciales de volailles (basses-cours). Les exploitations non commerciales doivent se déclarer auprès des mairies ou sur Internet via la procédure suivante : <http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>.

Dans les territoires placés en zone de protection et de surveillance, les exploitations commerciales doivent se déclarer auprès de la DDPP ;

- soit via les systèmes d'information des organisations professionnelles ou



interprofessionnelles dans la mesure où les informations ainsi recensées sont rendues disponibles à l'administration ;

- soit en ligne via le dispositif de déclaration et télé-déclarations mis en place sur le site <http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/document> (document Cerfa en ligne) ;
- soit par envoi papier à la DDPP du document Cerfa évoqué au point précédent.

2. **Tous les détenteurs de volailles en zone de protection** font l'objet de visites par un vétérinaire sanitaire à la demande de la direction départementale de la protection des populations pour contrôler l'état sanitaire des animaux par l'examen clinique, la vérification des informations du registre d'élevage et le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour l'analyse de laboratoire.

3. **Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire** ou toute augmentation de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production sont immédiatement signalées au DDPP et au vétérinaire par les détenteurs de volailles quelle que soit la nature de leur activité.

4. **Tous les détenteurs d'oiseaux mettent en œuvre les mesures de biosécurité** adaptées pour prévenir le risque de diffusion de la maladie, en particulier via le contact avec les oiseaux sauvages, en protégeant l'accès à l'alimentation, à l'abreuvement, aux silos et stockage d'aliments et, le maintien des oiseaux en bâtiment sans préjudice d'autres dispositions réglementaires en vigueur.

Les cadavres qui ne pourraient être éliminés dans les meilleurs délais sont stockés dans des containers étanches.

5. **Le nettoyage et la désinfection des véhicules** sont effectués, sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné, à l'entrée et à la sortie de tous les établissements en lien avec l'élevage avicole tels que les élevages, les couvoirs, abattoirs, entrepôts ou usines de sous-produits animaux, équarrissages, centre d'emballage d'œufs. Les tournées impliquant des zones de statuts différents sont organisées de façon à commencer par les zones de risque le plus faible pour s'achever dans les zones de risque le plus élevé. Les personnes intervenant dans ces installations suivent les procédures de biosécurité adaptées à leur activité qui leur sont communiquées par leurs instances professionnelles ou par le DDPP.

6. **L'accès aux exploitations** situées dans les communes en annexe 1 et 2 **est limité aux personnes autorisées**. Ces personnes doivent mettre en œuvre les mesures de biosécurité individuelles visant à limiter le risque de diffuser la maladie, notamment par l'utilisation de vêtements à usage unique et en cas de visite d'une exploitation suspecte, la prise de précautions supplémentaires telles que douche, changement de tenue vestimentaire et nettoyage des bottes. Les exploitations tiennent un registre de toutes les personnes qui pénètrent sur le site de l'exploitation.

7. Les rassemblements d'oiseaux tels que les foires, marchés et les expositions sont interdits.

8. Les lâchers de gibiers à plumes sont interdits.

9. **Le transport et l'épandage du fumier et du lisier provenant de volailles ou gibier à plume** est interdit. En cas de nécessité, des dérogations peuvent être accordées par le DDPP.

10. Les sous-produits animaux issus de volailles des zones réglementées et abattues en abattoir implanté à l'intérieur des territoires concernés sont exclusivement destinés à un établissement de traitement agréé au titre du règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 susvisé.

**ARTICLE 3 : Mesures applicables en matière de mouvements d'animaux et d'œufs dans la zone réglementée.**

**L'introduction, la sortie, les mouvements ou le transport et la mise en place de volailles et autres oiseaux captifs ainsi que les œufs sont interdits au sein de la zone réglementée et en provenance ou à destination de celle-ci.**

Par dérogation à ces interdictions, la DDPP peut autoriser les mouvements, dans les conditions décrites ci-dessous, sous couvert d'un laissez-passer sanitaire délivré par la DDPP et sous réserve d'un transport direct et dédié.

**a) Mouvement de volailles pour abattage immédiat :**

Sous réserve de respecter les mesures renforcées de biosécurité sur les véhicules et leurs conducteurs, les transports de volailles suivants peuvent être autorisés :

- volailles issues de la zone réglementée vers un abattoir agréé situé aussi près que possible de l'élevage et de préférence dans la zone réglementée de l'exploitation d'origine, sous réserve d'un transport sans rupture de charge et d'un protocole validé par la DDPP ;
- volailles issues d'exploitations situées en zone de surveillance possédant un site d'abattage contigu non agréé ou agréé (abattage autorisé uniquement pour les animaux de l'élevage concerné) sous réserve de l'application d'un protocole validé par la DDPP.

L'autorisation de mouvement de volailles pour un abattage immédiat est délivrée sous réserve d'une visite vétérinaire pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique et vérification des informations du registre d'élevage

- dans les 24h maximum avant le départ pour les volailles hors dindes et palmipèdes issus d'une zone de surveillance :
- dans les 48h maximum avant le départ pour les volailles hors dindes et palmipèdes issus d'une zone de protection, avec réalisation de prélèvements pour analyses virologiques et sous réserve de résultats favorables ;
- dans les 48h maximum avant le départ pour les dindes et palmipèdes issus de la zone réglementée avec réalisation de prélèvements pour analyses virologiques et sous réserve de résultats favorables.

**b) Mouvement de poussins d'un jour provenant d'une zone réglementée :**

La sortie des oisillons d'un jour d'un couvoir situé en zone de protection ou zone de surveillance vers une exploitation désignée peuvent être autorisés sous réserve de l'application du protocole biosécurité renforcé défini par l'instruction technique DGAL/SDBSEA/2022-192 du 09/03/2022.

L'exploitation de destination est placée sous surveillance conformément à l'instruction technique DGAL/SDPAL/2021-148.

**c) Mouvements des œufs à couver**

Les œufs à couver produits à l'intérieur de la zone de protection sont stockés dans la zone de protection ou détruits conformément au règlement (CE) 1069/2009 du 21/10/2009 susvisé. Des dérogations peuvent être accordées par le DDPP et sous sa supervision, pour le transport d'œufs à couver à destination d'un établissement d'accoupage désigné sous réserve d'une surveillance des cheptels reproducteurs dont les conditions sont fixées par le DDP et de l'application de l'instruction technique DGAL/SDBSEA/2022-192 du 09/03/2022

Les œufs à couver produits à l'intérieur de la zone de surveillance sont stockés dans la zone de surveillance ou détruits conformément au règlement (CE) 1069/2009 du 21/10/2009 susvisé. Des dérogations peuvent être accordées par le DDPP et sous sa supervision, pour le transport d'œufs à couver à destination d'un établissement d'accoupage désigné sous réserve d'une surveillance des cheptels reproducteurs dont les conditions sont fixées par le DDP et de l'application de l'instruction technique DGAL/SDBSEA/2022-192 du 09/03/2022.

**ARTICLE 4 : Mesures applicables en matière de mouvements des denrées animales dans la zone réglementée.**

La gestion des denrées alimentaires d'origine animale, viande et œufs de consommation notamment, est définie par l'instruction technique DGAL/SDSSA/2022-116 du 7 février 2022.

**ARTICLE 5 : Levée des mesures**

1. La zone de protection est levée au plus tôt 21 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites dans toutes les exploitations détenant des oiseaux permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Après la levée de la zone de protection, les territoires listés à l'annexe 1 restent soumis aux mesures de la zone de surveillance jusqu'à la levée de cette dernière.

2. La zone de surveillance est levée au plus tôt 30 jours la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites, avec résultats favorables, selon une analyse de risque de la DDPP parmi les exploitations concernées permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

La définition du périmètre de la zone réglementée spécifique et les mesures qui s'y appliquent font l'objet d'une évaluation régulière en fonction de la situation épidémiologique vis-à-vis de la circulation du virus de l'influenza hautement pathogène dans les compartiments domestiques et sauvages.

**ARTICLE 6 : Abrogation de la zone de contrôle temporaire**

L'arrêté préfectoral 29-2022-004-IA du 31/03/2022 est abrogé.

**ARTICLE 7 – Délai et voie de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de RENNES par voie postale ou par l'application télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 8 – Exécution**

Cet arrêté prend effet immédiatement.

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Commandant du groupement de gendarmerie du Finistère, le directeur départemental de la protection des populations, les maires des communes concernées et les vétérinaires sanitaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère et affiché dans les mairies listées en annexe.

Fait à Quimper le 3 avril 2022

Pour le Préfet,  
La Sous-préfète de Morlaix

  
Elisabeth SEVENIER-MULLER

**ANNEXE 1 : COMMUNES DE LA ZONE DE PROTECTION**

CODE POSTAL	COMMUNES
29270	PLOUNEVEZEL : à l'Est de la D54

**ANNEXE 2 : COMMUNES DE LA ZONE DE SURVEILLANCE**

CODE POSTAL	COMMUNES
29270	CARHAIX-PLOUGUER : en totalité
29270	KERGLOFF : à l'est de la rivière Aulne jusqu'à son croisement avec la D48, jusqu'au niveau de Restaulern, puis à l'est jusqu'à la limite communale
29270	MOTREFF : au nord du ruisseau de Sterlenn
29270	PLOUNEVEZEL : à l'Ouest de la D54
29246	POULLAOUEN : à l'est de la rivière Aulne